

Communiqué

Violences organisées contre les lycéen.nes et étudiant.es : le gouvernement est responsable !

Depuis un mois les violences contre la jeunesse qui cherche à se mobiliser se multiplient.

Ce sont des interventions policières violentes, que ce soit dans les universités comme par exemple à Bordeaux au début du mois, à Dijon il y a quelques jours ou sur un pique-nique de mobilisation comme hier à Caen. Ce sont des actions de style « mafieuse » comme hier à l'université de Montpellier où le doyen de la fac de droit semble avoir couvert une « ratonnade » des étudiant.es resté.es dans un amphithéâtre. Ce sont aussi les nombreuses interventions policières « musclées » contre les lycéen.nes qui refusent de voir s'imposer Parcoursup.

Le gouvernement est directement responsable de l'action des forces de l'ordre. Aujourd'hui il cherche à intimider et à décourager la jeunesse par l'utilisation de la force publique. Dans ce cadre la mise sous tutelle de l'Université du Mirail à Toulouse, particulièrement mobilisée, n'est pas anodine.

Mais le gouvernement est aussi responsable d'une ambiance générale dégradée. Les actes d'hier soir à Montpellier révèlent un sentiment d'impunité et entre en résonance avec l'action gouvernementale.

L'Union Syndicale Solidaire condamne toutes les violences commises contre la jeunesse mobilisée qui ont touché entre autres des militant.es adhérent.es à Solidaires.

Sur la situation particulière à Montpellier dans la nuit de jeudi à vendredi nous demandons que toute la lumière soit faite sur les événements. Nous rejoignons l'exigence de Solidaires 34 et de Solidaires Etudiant.es Montpellier : le renvoi pur et simple du doyen Philippe Pétel de la Faculté de Droit et Sciences Politiques de l'Université de Montpellier ainsi que des auteurs de ces actes et des poursuites judiciaires à l'encontre de toutes ces personnes.

L'Union Syndicale Solidaires réaffirme le droit de la jeunesse à s'exprimer et à agir et demande que soient respectées les libertés syndicales ainsi que les libertés d'expressions et de rassemblement.

Paris, le 23 mars 2018